



Documentation technique de référence

Chapitre 1 – Instruction des demandes de raccordement

Procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de consommation d'électricité au réseau public de transport

Version 1 applicable à compter du 01/01/2018

11 pages

***Version approuvée par
la Commission de régulation de l'énergie le 22 novembre 2017***

SOMMAIRE

1	Objet du présent document.....	3
2	Les textes réglementaires relatifs aux règles techniques de raccordement	3
3	Champ d'application et principes directeurs	4
3.1	Champ d'application	4
3.2	Cadre général du raccordement d'une installation de consommation au RPT	5
3.3	À qui adresser sa demande ?	6
4	La demande d'études exploratoires.....	6
4.1	L'étude exploratoire	6
4.2	L'étude exploratoire approfondie	7
5	La demande de raccordement	7
5.1	La Proposition Technique et Financière (PTF)	7
5.2	Suspension du raccordement à l'initiative du demandeur	8
5.3	La modification du projet après acceptation de la PTF	9
6	La Convention de Raccordement.....	9
7	La Convention d'Exploitation et de Conduite.....	10
8	Le Contrat d'Accès au Réseau de Transport.....	11

1 Objet du présent document

Le présent document définit la procédure de traitement des demandes de raccordement au réseau public de transport d'électricité (RPT) des installations de consommation situées en France métropolitaine continentale. Il indique :

- les échanges d'informations et de documents entre les demandeurs et RTE permettant d'élaborer une proposition de raccordement ;
- les principes régissant les relations contractuelles entre les demandeurs et RTE pendant toute la durée du processus de raccordement.

2 Les textes réglementaires relatifs aux règles techniques de raccordement

L'Etat, par avenant du 30 octobre 2008 à la convention du 27 novembre 1958, a concédé, jusqu'au 31 décembre 2051, le développement, l'entretien et l'exploitation du RPT à la société RTE (avis relatif à la concession du RPT publié au *Journal officiel* du 18 décembre 2008).

Le cahier des charges de la concession du RPT annexé au 3^{ème} avenant à la convention du 27 novembre 1958, qui reprend intégralement la rédaction du cahier des charges type annexé au décret n° 2006-1731 du 23 décembre 2006, décrit, notamment dans son article 13, les modalités d'élaboration de la présente procédure et les sujets qui doivent y être traités.

Les principaux textes appliqués par RTE présentant les principes et prescriptions techniques applicables au raccordement des installations de consommation au RPT (modes de raccordement acceptables et performances à satisfaire par ces installations) sont les suivants :

- **Le Code de l'énergie, notamment ses articles D.342-2 et D.342-5 à D.342-13**
- **L'arrêté du 4 juillet 2003, relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement direct au réseau public de transport d'une installation de consommation d'énergie électrique**
- **Le décret n°2006-1731 du 23 décembre 2006 modifié, approuvant le cahier des charges type de concession du réseau public de transport d'électricité (RPT)**

La « *Documentation Technique de Référence* », prévue par le décret du 23 décembre 2006 et par l'article 35 du cahier des charges du RPT, vient préciser les textes réglementaires. Elle est accessible sur le Portail Clients de RTE (<http://clients.rte-france.com>)

Par ailleurs, la présente procédure est régie par les textes suivants :

- **La décision de la CRE du 7 avril 2004, sur la mise en place des référentiels techniques des gestionnaires de réseaux publics d'électricité**
- **La délibération de la CRE du 11 juin 2009, portant communication sur les conditions d'approbation, le contenu et l'élaboration des procédures de traitement des demandes de raccordement au réseau public de transport d'électricité¹**

La présente procédure a été approuvée par délibération de la CRE en date du 22 novembre 2017

¹ Ce texte précise les conditions d'approbation des projets qui sont soumis à la CRE, les orientations qu'elle souhaite voir suivre pour l'élaboration des procédures et le suivi de leur mise en œuvre.

3 Champ d'application et principes directeurs

3.1 Champ d'application

La présente procédure, s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018 :

- aux demandes de raccordement au réseau public de transport de nouvelles installations de consommation ;
- aux demandes de modification du raccordement d'une installation de consommation existante² ;
- aux installations existantes faisant l'objet d'une modification importante³.

Par ailleurs, la présente procédure s'applique aux demandes tendant au raccordement ou à la modification du raccordement d'une installation de production en aval d'une autre installation directement raccordée au RPT.

En particulier, la procédure s'applique aux raccordements d'installations de consommation comportant des unités de production d'une puissance inférieure ou égale à 10 MW dont les transformateurs élévateurs sont raccordés à une tension nominale inférieure à celle du point de livraison.

Si ces conditions cumulatives sur les unités de production ne sont pas remplies, la demande de raccordement de l'installation doit être formulée dans le cadre de la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de production d'électricité au réseau public de transport en vigueur et disponible sur le Portail Clients de RTE (<http://clients.rte-france.com>).

La demande de raccordement, en application de la présente procédure, est portée par le titulaire actuel ou prévisionnel du Contrat d'accès au réseau de transport (CART) pour le point de connexion au réseau. Toutefois, lorsque le projet concerne en tout ou partie une installation qui n'est pas directement raccordée au réseau, la demande peut être formulée par le porteur du projet mandaté par le titulaire actuel ou prévisionnel du CART pour le point de connexion au réseau. Les contrats et conventions relatifs à l'accès au réseau sont conclus entre RTE et le client directement raccordé au réseau.

La présente procédure est également applicable aux opérations de raccordement des réseaux fermés de distribution établis en application de l'article L344-1 du code de l'énergie.

⁴ Dans les conditions de l'arrêté du 4 juillet 2003

³ Dans les conditions de l'arrêté du 4 juillet 2003.

3.2 Cadre général du raccordement d'une installation de consommation au RPT



Le raccordement de l'installation est réalisé dans les conditions mentionnées dans la Documentation Technique de Référence en vigueur au moment de l'envoi de la PTF. Les demandes sont traitées selon le principe du « premier arrivé, premier servi ».

Pour toute demande d'information préalable, le demandeur peut contacter les services commerciaux de RTE en région.

3.3 À qui adresser sa demande ?

Pour toute nouvelle installation de puissance de raccordement relevant de la HTB⁴, la demande de raccordement est normalement adressée, par tout moyen permettant de justifier sa date d'envoi et de réception, aux services commerciaux de RTE dont la liste, les coordonnées et la compétence territoriale figurent sur le Portail Clients du site Internet de RTE (<http://clients.rte-france.com>).

La demande de nouveaux raccordements des installations de puissance de raccordement relevant du domaine de tension HTA doit être adressée au gestionnaire de réseau public de distribution territorialement compétent⁵.

Un raccordement en HTB ne peut être envisagé qu'avec l'accord écrit des parties concernées, à savoir le Gestionnaire du Réseau de Distribution et RTE, dans les conditions de l'article D342-6 du Code de l'énergie.

Pour les installations situées en dehors de la France métropolitaine continentale (Corse, DOM, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon) et quelle que soit leur puissance, les demandes sont à adresser à EDF Systèmes Energétiques Insulaires⁶. Les demandes concernant Mayotte sont à adresser à Electricité de Mayotte (EDM).

4 La demande d'études exploratoires

4.1 L'étude exploratoire

Une étude exploratoire a pour objectif de fournir rapidement au demandeur une estimation de la faisabilité de son projet ainsi qu'un ordre de grandeur du coût de la solution de raccordement envisagée et de son délai de réalisation ; l'étude exploratoire ne constitue pas un devis et n'a pas valeur d'engagement.

Une demande d'étude exploratoire est faite par le biais de la fiche de collecte spécifique [*Lien url vers la fiche D1 en ligne à ajouter*] dûment remplie figurant dans la Documentation Technique de Référence. RTE dispose d'un délai de huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande pour signaler au demandeur toute pièce manquante ou information non renseignée dans les données fournies. Sans avoir à respecter ce délai, RTE signale au demandeur toute anomalie qu'il aura détectée dans les données qu'il aura reçues.

RTE procède à une étude sommaire de faisabilité technique du raccordement (coût, délai et schéma de raccordement associé) en examinant principalement les contraintes de transit de courant et la capacité des ouvrages existants à satisfaire la demande.

RTE adresse au demandeur les résultats de l'étude exploratoire dans un délai de six semaines à compter de la réception de la demande complète. Toutefois, ce délai peut être révisé sur demande de RTE avec accord écrit du demandeur, notamment dans le cas où le demandeur effectue une demande multiple.

Le cas échéant, RTE peut fournir des informations à dire d'expert sur d'éventuels problèmes techniques, relatifs notamment à la puissance de court-circuit de l'installation, la tenue de la tension, le déséquilibre de la tension ou les harmoniques susceptibles d'être produits par l'installation. Ces éventuelles contraintes seront examinées en détail au stade de la proposition technique et financière (cf. 5.1)

⁴ Le domaine de tension de raccordement de référence d'une installation de consommation est défini par l'arrêté du 4 juillet 2003.

⁵ Leurs adresses sont disponibles par exemple sur le site Internet <http://www.repertoire-eld.com/>

⁶ L'adresse est disponible sur le site Internet d'EDF SEI <http://sei.edf.fr>

Lors de la phase de définition des différentes possibilités de raccordement envisagées, RTE pourra consulter le demandeur afin de s'assurer que la solution proposée reste compatible avec la qualité de l'électricité souhaitée par le demandeur.

Les résultats de l'étude exploratoire, ainsi que les enjeux du raccordement, en matière d'indisponibilités des ouvrages et de Qualité de l'Électricité, font l'objet d'une présentation orale si le demandeur le souhaite. Les coûts et délais annoncés sont des ordres de grandeur.

4.2 L'étude exploratoire approfondie

L'étude exploratoire approfondie s'adresse notamment aux demandeurs désireux de raccorder une nouvelle installation intrinsèquement perturbatrice.

Une étude exploratoire approfondie a pour objectif de fournir rapidement au demandeur une estimation de la faisabilité de son projet ainsi qu'un ordre de grandeur du coût de la solution de raccordement envisagée et de son délai de réalisation en tenant compte du caractère perturbateur de l'installation ; l'étude exploratoire ne constitue pas un devis et n'a pas valeur d'engagement.

Une demande d'étude exploratoire approfondie est faite au moyen de la fiche de collecte spécifique dûment remplie figurant dans la Documentation Technique de Référence. RTE dispose d'un délai de huit jours ouvrés pour signaler au demandeur toute pièce manquante ou information non renseignée dans les données fournies. Sans avoir à respecter ce délai, RTE signale au demandeur toute anomalie qu'il aura détectée dans les données qu'il aura reçues.

RTE adresse au demandeur les résultats de l'étude exploratoire approfondie dans les mêmes délais que ceux prévus pour l'étude exploratoire.

L'étude exploratoire approfondie permet notamment de :

- Procéder à une étude sommaire de faisabilité technique du raccordement
- Analyser les contraintes de transit ;
- Mettre en évidence les contraintes liées aux perturbations (déséquilibres, harmoniques, stabilité de l'onde de tension,...) ;
- Comparer les coûts et délais des solutions de raccordement prenant en compte ces contraintes ;
- Le cas échéant, adapter la localisation des points de connexion de l'installation.

A l'issue de l'étude, le demandeur et RTE se concertent en vue d'adapter au mieux le projet au caractère perturbateur de l'installation.

Cette étude exploratoire approfondie permet au demandeur d'identifier au plus tôt la solution de raccordement pour laquelle il pourra ensuite faire une demande de PTF.

Les coûts et délais annoncés sont des ordres de grandeur et ne sont pas engageants.

5 La demande de raccordement

5.1 La Proposition Technique et Financière (PTF)

La PTF a pour objectif d'établir, sur la base des données fournies par le demandeur, les conditions du raccordement : description technique, coûts et délais de réalisation maximums. Elle présente également le schéma de raccordement.

La demande de PTF est une étape obligatoire du processus de raccordement. Elle se fait par le biais de la fiche de collecte spécifique figurant dans la Documentation Technique de Référence, dûment remplie.

RTE dispose d'un délai de huit jours ouvrés à compter de la réception de la demande pour signaler au demandeur toute pièce manquante ou information non renseignée dans les données fournies. Sans avoir à respecter ce délai, RTE signale au demandeur toute anomalie qu'il aura détectée dans les données qu'il aura reçues.

À compter de la réception des données complètes, RTE dispose d'un délai standard de trois mois pour réaliser l'étude de raccordement et remettre la PTF.

Ce délai peut être révisé, avec l'accord écrit du demandeur, en fonction de la complexité de la demande.

Lors de la phase de définition des différentes possibilités de raccordement envisagées, RTE peut consulter le demandeur afin de s'assurer que la solution proposée reste compatible avec les besoins du demandeur en termes de qualité de l'électricité.

RTE propose une solution de raccordement qui :

- respecte la réglementation et les règles définies dans la Documentation Technique de Référence ;
- répond au meilleur coût à la demande, notamment au regard des besoins du demandeur en termes de qualité de l'électricité⁷ ;
- respecte au mieux le besoin exprimé par le demandeur en termes de délai, compte tenu des délais de réalisation des ouvrages.

La PTF engage RTE sur un montant du coût du raccordement ainsi que sur son délai de réalisation, cet engagement étant limité au cas où son respect relève de la responsabilité de RTE⁸.

La PTF présente les conséquences de la solution de raccordement sur les engagements de RTE en matière d'indisponibilités programmées et fortuites et sur les engagements de RTE en matière de qualité de l'électricité et de coût d'accès au réseau détaillés dans le CART.

La PTF est adressée au demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception.

RTE peut faire une présentation orale des éléments de la PTF au demandeur si celui-ci le souhaite.

Le demandeur dispose d'un délai de trois mois pour accepter la PTF à compter de sa date de réception. À cette fin, il retourne à RTE un exemplaire signé et accompagné du versement de l'avance prévue au titre du coût des études selon l'échéancier mentionné dans la PTF.

La validité d'une PTF peut être prorogée pour une durée supplémentaire pouvant aller jusqu'à trois mois. La demande de prorogation doit parvenir à RTE par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 5 jours ouvrés avant l'échéance de validité de la PTF.

5.2 Suspension du raccordement à l'initiative du demandeur

Dans le cas où le demandeur souhaite surseoir à la réalisation de son raccordement une fois la PTF signée, notamment en cas de recours contentieux à l'encontre de son projet, il peut demander à RTE

⁷ Du type de raccordement envisagé dépendent les performances en matière de QdE offertes par RTE. Les engagements réciproques en matière de QdE sont formalisés au chapitre 7 du CART.

⁸ Conformément à l'alinéa III de l'article 13 du cahier des charges de concession du réseau public de transport d'électricité et selon les dispositions de la PTF.

la suspension des études et des démarches administratives. Il en informe RTE par lettre recommandée avec avis de réception.

A compter de la réception de cette information par RTE :

- RTE s'assure que les sommes versées par le demandeur dans le cadre des acomptes couvrent les frais déjà engagés. Dans le cas contraire, RTE demande au demandeur de régler les sommes permettant de couvrir ces frais ;
- RTE et le demandeur conviennent, dans le cadre d'un avenant à la PTF, de la révision des conditions de réalisation du raccordement en précisant notamment :
 - la durée prévisionnelle de suspension temporaire de l'instruction du raccordement ;
 - les conséquences sur le planning et le délai de mise à disposition des Ouvrages de raccordement ;
 - les conséquences sur les coûts et l'échéancier de paiement ;
 - les conditions de reprise de l'instruction par RTE.
- La suspension de l'instruction ne pourra excéder une durée maximale d'un an renouvelable une fois ; passé ce délai, RTE informe le Demandeur par lettre recommandée avec avis de réception qu'il est mis fin au traitement de sa demande de raccordement.

5.3 La modification du projet après acceptation de la PTF

Une fois la PTF acceptée, le demandeur est tenu de notifier à RTE toute modification des informations ayant servi à l'établissement de la PTF, qu'il s'agisse d'éléments d'ordre technique (caractéristiques techniques de son projet, planning de réalisation, situation géographique des installations objets de la PTF...) ou d'ordre juridique.

Le demandeur sollicite une étude complémentaire auprès de RTE pour tenir compte de la modification du projet.

RTE établit alors un devis chiffré sous un mois pour la réalisation de cette étude. Le demandeur dispose d'un mois pour accepter ce devis. L'étude complémentaire est alors réalisée par RTE.

Le demandeur dispose d'un mois, à compter de la remise de l'étude par RTE, pour faire connaître à RTE sa décision :

- Soit il confirme la modification de son projet et il demande à RTE de formaliser les modifications dans un avenant à la PTF ; dans ce cas, RTE dispose de deux mois pour adresser au demandeur un avenant à la PTF.
- Soit il ne donne pas suite aux études menées par RTE : dans ce cas, RTE continue l'instruction du raccordement.

Les dispositions du présent article s'appliquent également après l'acceptation de la convention de raccordement.

6 La Convention de Raccordement

La Convention de Raccordement est le document contractuel établi postérieurement à la PTF dont l'objet est, sur la base du résultat des études détaillées et des autorisations nécessaires, de déterminer les conditions techniques, juridiques et financières du raccordement.

La convention de raccordement est composée :

- de Conditions Générales ;

- des Conditions Particulières « caractéristiques des ouvrages », « caractéristiques et performance des installations » et « réalisation et financement » ;
- des cahiers des charges « Système de protection et performances d'élimination des défauts d'isolement » et « Equipements de comptage »

Dès l'acceptation de la PTF, RTE engage les études techniques détaillées, les procédures administratives et les étapes de concertation nécessaires au raccordement du projet d'installation.

RTE transmet au demandeur :

- un projet de Convention de Raccordement à une date compatible avec la date de mise en service prévisionnelle de l'installation et au plus tard dans les six mois qui suivent la fin des procédures administratives ;
- des projets de cahiers des charges « Système de protection et performances d'élimination des défauts d'isolement » et « Equipements de comptage », dans un délai de six mois après l'acceptation de la PTF, sous réserve que le demandeur ait transmis à RTE l'ensemble des données nécessaires à leur établissement.

L'acceptation de l'ensemble des pièces de la Convention de raccordement doit intervenir avant le commencement des travaux de raccordement.

Le demandeur dispose d'un délai de trois mois pour accepter la Convention de Raccordement à compter de sa date de réception. À cette fin, il retourne à RTE un exemplaire signé et accompagné du versement de l'avance prévue au titre du coût des travaux selon l'échéancier mentionné dans la Convention de Raccordement.

À défaut d'acceptation par le demandeur dans un délai de trois mois, cette convention, ainsi que la PTF éventuellement signée, sont considérées comme caduques. Il est alors mis fin au traitement de la demande de raccordement.

La Convention de raccordement présente les conséquences de la solution de raccordement sur les engagements de RTE en matière d'indisponibilités programmées et fortuites et de qualité de l'électricité.

La Convention de Raccordement engage RTE en termes de coûts et de délais selon les termes et conditions fixées dans la Convention de Raccordement.

Préalablement à la mise en service du raccordement, le demandeur atteste, par écrit, que l'installation a été réalisée en conformité avec les exigences de RTE exprimées dans les cahiers des charges précités.

La trame type de cette Convention est disponible au chapitre 8 de la Documentation Technique de Référence.

7 La Convention d'Exploitation et de Conduite

La Convention d'Exploitation et de Conduite définit les responsabilités de chaque acteur en vue d'assurer une bonne insertion de l'installation dans le système électrique ainsi que les règles d'exploitation et de conduite à respecter entre les acteurs pour assurer la sécurité des personnes, la sûreté des installations, la sûreté de fonctionnement du système électrique, la continuité et la qualité de service.

La Convention d'Exploitation et de Conduite est établie en cohérence avec les règles d'exploitation du réseau public de transport. Elle précise également les modalités d'échange d'informations entre RTE et l'exploitant de l'installation.

La Convention d'Exploitation et de Conduite est signée avant la mise en service de l'installation.

Le modèle de cette convention est disponible au Chapitre 8 de la Documentation Technique de Référence.

8 Le Contrat d'Accès au Réseau de Transport

Le Contrat d'Accès au Réseau de Transport (CART) définit les engagements entre le demandeur et RTE en matière de comptage, de puissance souscrite, d'interruptions programmées d'accès au réseau liées à des travaux de maintenance, et de qualité de l'électricité. Il précise également les conditions de responsabilités, de tarification et de facturation. Il prévoit l'articulation avec le dispositif de Responsable d'Équilibre conformément aux Règles relatives à la Programmation, au mécanisme d'ajustement et au dispositif de Responsable d'Équilibre, publiées sur le Portail Clients de RTE.

Le CART est signé avant la mise en service de l'installation.

Le modèle de ce contrat est disponible au Chapitre 8 de la Documentation Technique de Référence.

*

* *